

## 1 - Actualité nationale et internationale

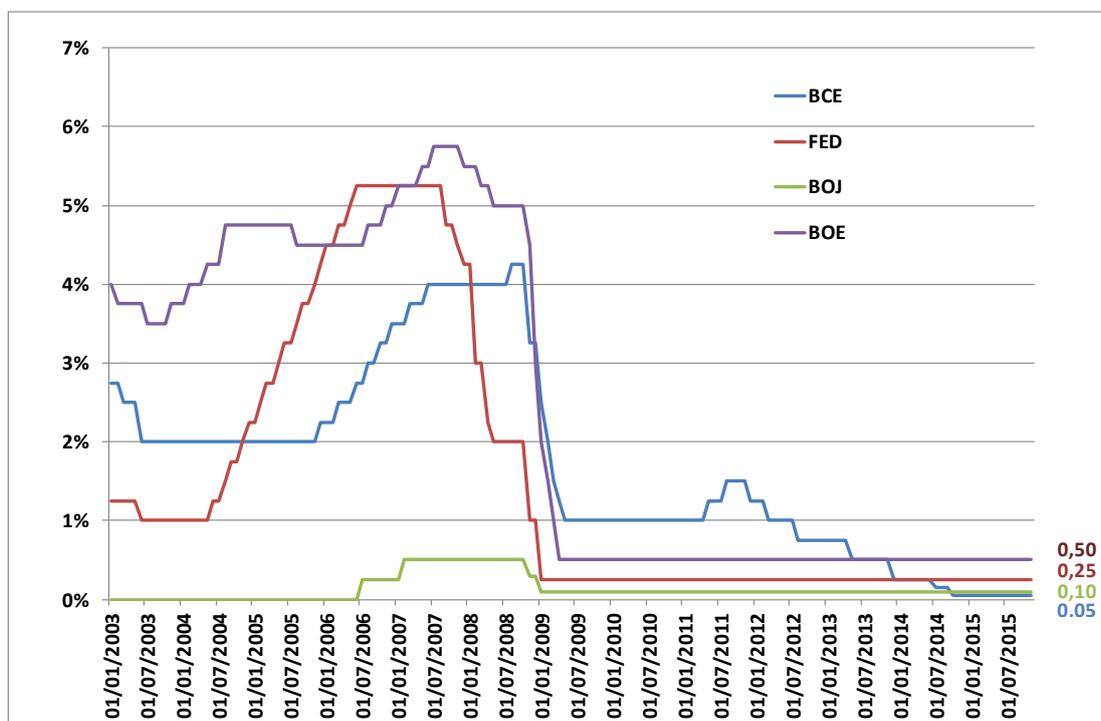
### Climat des affaires en France au dernier trimestre 2015 : un léger mieux

La dernière enquête mensuelle de conjoncture publiée par la Banque de France prévoit une croissance de 0,4 % de l'économie française au quatrième trimestre 2015. Cette prévision est en ligne avec les dernières estimations de conjoncture publiées par l'INSEE et avec le dernier consensus des économistes interrogés par Reuters. L'enquête fait apparaître une hausse d'un point du climat des affaires dans trois secteurs étudiés : 98 pour les services, qui se situe à son plus haut niveau depuis juillet 2011, 96 pour le bâtiment, et 99 pour l'industrie. Pour ce dernier secteur, les chefs d'entreprise interrogés ont fait état d'une accélération de la production le mois dernier, et même d'un rebond particulier observé dans l'automobile et la chimie. Dans les services, l'activité continue d'augmenter à un rythme soutenu. Quant au bâtiment, le secteur a vu son activité progresser très légèrement grâce au second œuvre. Les chefs d'entreprise du secteur indiquent que leurs carnets de commandes se garnissent un peu et attendent une activité un peu plus dynamique en novembre.

Pour consulter l'enquête complète :

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conjoncture-industrie-services-et-batiment.html>

Taux directeurs des principales banques centrales



## Chômage

### France : diminution sur un mois

Fin septembre 2015, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 547 800. Il diminue de 0,7 % sur un mois (soit -23 800 personnes) et augmente de 3,1 % sur un an.

### Europe : la baisse continue

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,8 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,9 % enregistré en août 2015 et à celui de 11,5 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans la zone euro depuis janvier 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 9,4 % enregistré en août 2015 et à celui de 10,1 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis septembre 2009. Eurostat estime qu'en septembre 2015, 22,631 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,323 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 147 000 dans l'UE28 et de 131 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2014, le chômage a baissé de 1,832 million de personnes dans l'UE28 et de 1,194 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en septembre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,8 %) à Malte (5,1 %) ainsi qu'au Royaume-Uni (5,3 % en juillet 2015), et les plus élevés en Grèce (25,0 % en juillet 2015) et en Espagne (21,6 %).

## Inflation

### France : légère hausse de l'IPC

En octobre 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,1 % après -0,4 % au cours du mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il croît également de 0,1 %. Sur un an, les prix à la consommation sont en légère hausse (+0,1 %) après deux mois consécutifs de stabilité.

### Hausse de l'inflation dans la zone euro en octobre

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,0 % en octobre 2015, en hausse par rapport au mois de septembre où il était de -0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en octobre (1,5 %, comparé à 1,4 % en septembre), suivis par les services (1,3 %, comparé à 1,2 % en septembre), les biens industriels non énergétiques (0,4 %, comparé à 0,3 % en septembre) et l'énergie (-8,7 %, comparé à -8,9 % en septembre).

## Banque de France

### Rue de la Banque N° 13 : Comment la politique budgétaire affecte le niveau des prix : les enseignements d'un passé pas si lointain

Ces dix dernières années ont été marquées par une accumulation massive de dette publique dans un certain nombre de pays développés. Ce phénomène soulève des interrogations sur la soutenabilité des finances publiques et les risques de monétisation de la dette. À partir de l'exemple de la Grande-Bretagne durant les guerres napoléoniennes, l'auteur montre comment, dans des circonstances exceptionnelles, les anticipations relatives à la soutenabilité des finances publiques peuvent affecter le niveau des prix.

[https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/publications/Rue-de-la-Banque/RDB-13-FR.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rue-de-la-Banque/RDB-13-FR.pdf)

## Actualité législative

Arrêté du 21 octobre 2015 portant nomination au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) :

[http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila11v\\_2?cidTexte=JORFTEXT000031362523&oldAction=rechJO&idJO=JORFCONT000031360925](http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila11v_2?cidTexte=JORFTEXT000031362523&oldAction=rechJO&idJO=JORFCONT000031360925)

Décret n° 2015-1362 du 27 octobre 2015 rendant applicables dans le Pacifique diverses dispositions en matière bancaire :

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila09v\\_3?cidTexte=JORFTEXT000031393392&idJO=JORFCONT000031393266](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila09v_3?cidTexte=JORFTEXT000031393392&idJO=JORFCONT000031393266)

## 2 – Actualité régionale

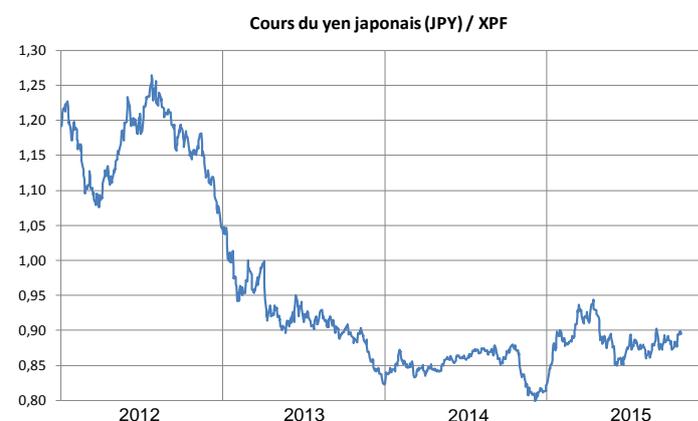
### Chine : baisse du taux directeur

La Banque populaire de Chine (BPC) a annoncé, le 23 octobre, une baisse de ses principaux taux d'intérêt et une réduction des taux de réserves obligatoires des banques, afin de soutenir la croissance économique. Le taux de prêt à un an et le taux de dépôt à un an sont abaissés d'un quart de point, respectivement à 4,35 % et 1,50 %.



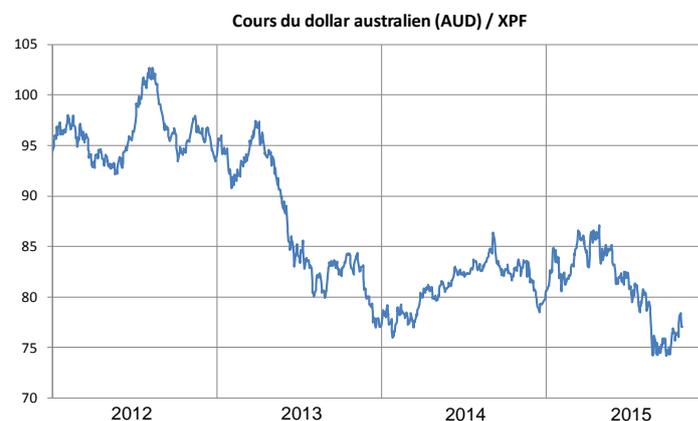
### Japon : pas d'intervention de la banque centrale

La Banque du Japon (BoJ) a décidé, le 30 octobre 2015, de maintenir en l'état sa politique monétaire. Elle a cependant admis qu'elle ne parviendrait pas à atteindre son objectif d'inflation de 2 % d'ici mi-2016 et a repoussé de six mois cet objectif à fin 2016, en précisant toutefois que ce délai dépendra étroitement de l'évolution des prix du pétrole. La croissance du PIB pour l'année fiscale, qui se termine en mars 2016, est attendue à 1,2 % au lieu de 1,7 %.



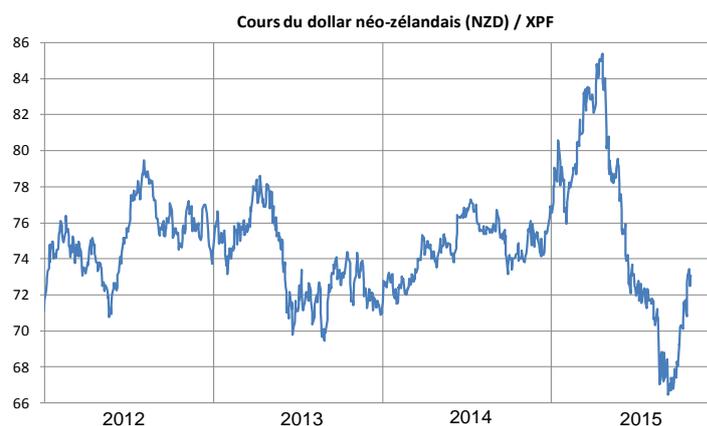
### Australie : maintien de taux à un niveau bas

Le 2 novembre 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu pour le septième mois consécutif son taux directeur à 2 %. Selon les données du bureau australien des statistiques publiées le 12 novembre, le taux de chômage est descendu à 5,9 % en octobre contre 6,2 % en septembre. Le nombre de personnes disposant d'un travail a ainsi connu une progression de 58 600, soit +0,5 %.



### Nouvelle-Zélande : taux directeur inchangé

Depuis sa dernière réunion du 10 septembre 2015, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a laissé inchangé son principal taux directeur à 2,75 %.



## 3 – Brèves économiques locales

### Interventions de l'Etat : les contrats de développement 2011-2015 et la défiscalisation nationale prolongés

Le 27 octobre 2015, le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté un projet de délibération habilitant le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie à signer l'avenant portant prolongation en 2016 du contrat de développement État-intercollectivités 2011-2015. Les engagements des opérations, réalisés fin 2015 à 71,8 % sur une part Etat de près de 49 milliards de F CFP, pourront ainsi être poursuivis en 2016.

Par ailleurs, la défiscalisation nationale sur les investissements productifs et le logement social a été prolongée jusqu'en 2025, contre une date butoir auparavant fixée à fin 2017. Cette prolongation est intervenue par un vote de l'Assemblée Nationale le 12 novembre 2015 dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2016. Elle s'applique également aux autres collectivités françaises à fiscalité propre, dont la Polynésie française, et Wallis-et-Futuna. En octobre 2015, les principaux dispositifs locaux de défiscalisation de Nouvelle-Calédonie avaient eux aussi été prolongés (2018 pour la défiscalisation sur le logement intermédiaire ; 2022 pour les crédits d'impôt en soutien à l'investissement économique).

### CESE : nominations pour la période 2015-2020

Le Conseil économique, social et environnemental national (CESE) est entré le 16 novembre 2015 dans une nouvelle mandature de cinq ans. Les 11 conseillers du groupe de l'Outre-Mer ont été désignés le 6 novembre par décret du Premier ministre, sur proposition de la ministre des Outre-Mer. Didier Guénant-Jeanson, qui a été 17 ans secrétaire général du syndicat USOENC, représentera la Nouvelle-Calédonie. Couramment désigné comme « troisième chambre de la République », le CESE compte 233 membres représentant la « société civile », chargés de conseiller le Gouvernement et le Parlement dans la mise en place des politiques publiques. Le CESE de Nouvelle-Calédonie doit lui aussi voir ses membres renouvelés cette année, la dernière mandature s'étant achevée en mai 2015.

### Échanges bilatéraux : les relations économiques régionales de la Nouvelle-Calédonie à l'honneur

Steven Ciobo, ministre australien du développement international et de la zone Pacifique a rencontré le 2 novembre 2015 le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie à Nouméa afin d'échanger sur les relations commerciales liant les deux pays. Alors que la balance des transactions courantes reste nettement déficitaire au détriment de la Nouvelle-Calédonie (-25 milliards de F CFP en 2013), des voies d'approfondissement des échanges ont été identifiées dans les secteurs du tourisme et de l'aide à l'export. La question de l'adhésion de la Nouvelle-Calédonie au Forum des Îles du Pacifique en tant que membre à part entière a également été évoquée.

Florence Jeanblanc-Risler, Ambassadeur de France en Nouvelle-Zélande, était également sur le territoire début novembre. Une rencontre avec Philippe Germain, président du Gouvernement, a permis notamment de renouveler la mission d'Yves Lafoy, délégué pour la Nouvelle-Calédonie en Nouvelle-Zélande. M. Lafoy est l'unique représentant diplomatique de la Nouvelle-Calédonie dans la région Pacifique, un schéma néanmoins amené à se développer. Mme Jeanblanc-Risler s'est par ailleurs entretenue avec plusieurs représentants socio-professionnels locaux sur les possibilités d'approfondissement des relations commerciales Nlle-Zélande/Nlle-Calédonie.

### Nickel : nouvelle autorisation d'exportation réhaussée vers le Japon

De nouvelles demandes d'autorisation d'exporter ont été examinées par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie lors de sa réunion du 3 novembre 2015. La Société des Mines de la Tontouta (SMT) a obtenu une révision à la hausse de ses exportations autorisées de minerai vers le Japon (société Sumimoto Metal Mining Co. Ltd). Les volumes autorisés sont portés pour 5 ans à 650 000 tonnes humides (contre 500 000 auparavant), avec une teneur maximale de 2 % de nickel contenu par cargaison. Le 27 octobre 2015, le gouvernement avait accédé à la demande du groupe Maï Kouaoua Mines (MKM) d'exporter vers la Chine (165 000 tonnes humides de minerai à faible teneur et 165 000 tonnes humides de minerai « blend » pour une durée de 18 mois) ; les demandes d'export vers la Chine des sociétés SMT, SMGM et SLN ont en revanche été rejetées à ce stade.

### Agriculture : constitution d'une interprofession fruits et légumes

Seize acteurs de la filière fruits et légumes de Nouvelle-Calédonie se sont constitués en interprofession le 5 novembre 2015. Producteurs, grossistes, distributeurs et restaurateurs souhaitent ainsi mieux anticiper les productions pour améliorer l'approvisionnement du marché et aboutir à une baisse des prix pratiqués.

### Innovation : tenue du séminaire du Pacifique sur l'innovation à la CPS

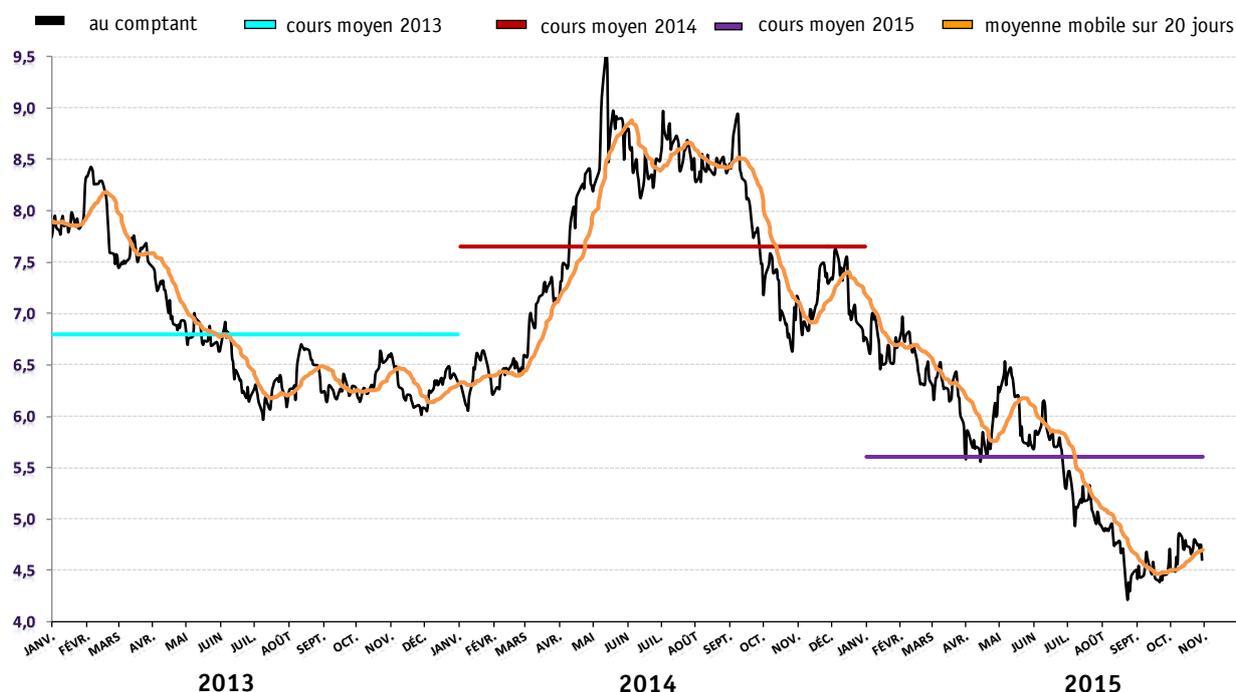
Un séminaire consacré à l'innovation dans le Pacifique s'est tenu les 5 et 6 novembre 2015 au secrétariat de la Communauté du Pacifique à Nouméa. Organisé par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie sous l'égide de l'OCTA, il a réuni des acteurs de l'innovation des Pays et Territoires d'outre-mer (PTOM) associés à l'Union Européenne – Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna.

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		oct.-15	106,32	0,3%	1,0%
Nombre de demandeurs d'emploi		sept.-15	7 221	7,3%	2,4%
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	sept.-15	12 683	-2,0%	-19,2%
	cumulées	sept.-15	104 407	-	-1,4%
Importations	mensuelles	sept.-15	23 349	-6,0%	-11,1%
	cumulées	sept.-15	218 322	-	1,0%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		oct.-15	4,69	4,5%	-34,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		oct.-15	498	4,5%	-25,9%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	sept.-15	423	70,5%	-9,5%
	cumulées	sept.-15	3 442	-	-5,4%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferro-nickel, matte, NHC, NiO, en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	sept.-15	9 576	-6,3%	17,6%
	cumulées	sept.-15	69 576	-	19,4%
<b>TOURISME</b>					
• Touristes débarqués	mensuels	juil.-15	11 487	40,8%	24,0%
	cumulés	juil.-15	60 625	-	13,7%
• Nuitées (hôtels de Nouméa)	mensuels	déc.-14	53 119	3,5%	-4,9%
	cumulés	déc.-14	566 971	-	-6,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		déc.-14	62,9%	- 7,4 pt	+ 2,3 pts
• Croisiéristes		juin-15	209 202	-	0,4%
<b>BTP</b>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mai-15	8 705	-13,2%	12,3%
	cumulées	mai-15	44 943	-	2,8%
• Index BT 21		oct.-15	101,99	0,1%	0,6%
• IRL (p)		oct.-15	120,20	0,0%	0,3%
<b>CREVETTES</b>					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	sept.-15	20	-81,7%	-46,7%
	cumulées	sept.-15	638	-	-24,4%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	sept.-15	30	-82,4%	-39,9%
	cumulées	sept.-15	1 010	-	-19,8%
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	oct.-15	562	9,3%	-6,3%
	cumulées	oct.-15	5 126	-	-4,0%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

### ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse monétaire

en millions de F CFP	oct.-13	oct.-14	oct.-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	16 350	16 099	18 580	-1,5%	15,4%
Dépôts à vue	270 519	302 543	331 337	11,8%	9,5%
<b>Total M1</b>	<b>286 869</b>	<b>318 642</b>	<b>349 917</b>	<b>11,1%</b>	<b>9,8%</b>
M2-M1	108 871	114 324	115 973	5,0%	1,4%
<b>Total M3</b>	<b>598 119</b>	<b>603 894</b>	<b>640 322</b>	<b>1,0%</b>	<b>6,0%</b>

### Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-13	juin-14	juin-15	var 14/13	var 15/14
Entreprises	454 464	437 141	463 311	-3,8%	6,0%
Ménages	405 638	409 744	421 967	1,0%	3,0%
Collectivités locales	67 761	76 941	99 182	13,5%	28,9%
Autres agents	16 483	13 553	18 011	-17,8%	32,9%
<b>Total encours sain</b>	<b>944 347</b>	<b>937 379</b>	<b>1 002 472</b>	<b>-0,7%</b>	<b>6,9%</b>
Créances douteuses brutes	21 350	29 553	29 839	38,4%	1,0%
<b>Total encours brut</b>	<b>965 696</b>	<b>966 932</b>	<b>1 032 310</b>	<b>0,1%</b>	<b>6,8%</b>

### Interdits bancaires

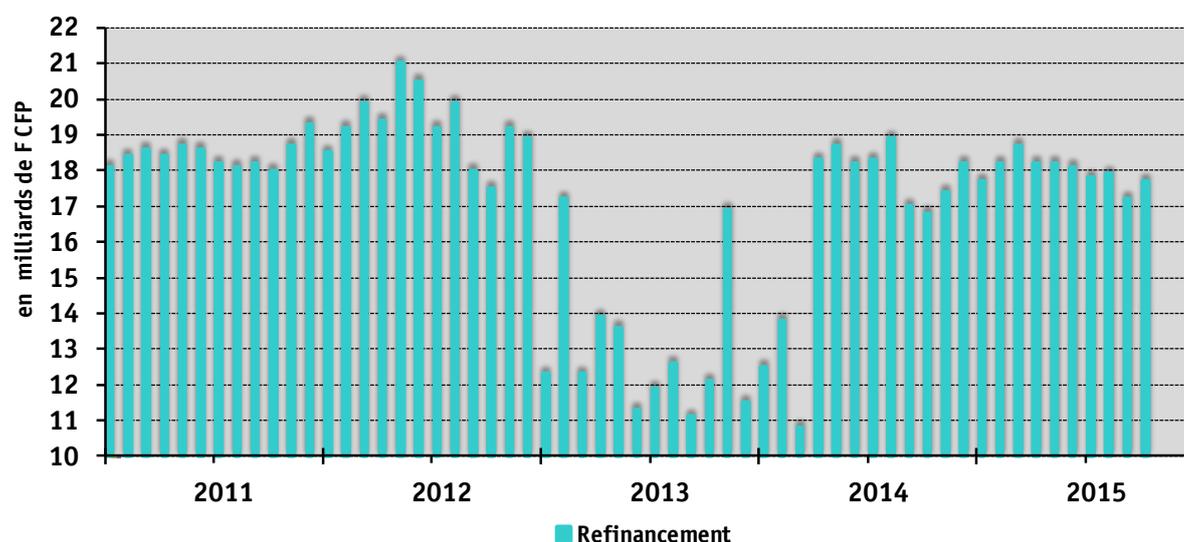
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	oct.-15	7 772	-0,1%	-0,2%
	dont personnes physiques	oct.-15	6 850	-0,5%	-0,9%
	dont personnes morales	oct.-15	922	2,6%	4,9%

### Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	oct.-15	18 186	0,9%	5,9%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	oct.-15	5 725	1,8%	9,9%

### Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	oct.-15	17,7	2,5%	4,9%



## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
<b>indice des prix à la consommation</b>	oct	105,3	106,3	1,0%
<b>Entreprises</b>				
nombre d'entreprises	sept	56 516	58 716	3,9%
dont entreprises sans salarié	sept	49 969	52 353	4,8%
créations d'entreprises (p)	sept	2 597	2 653	2,2%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 618	2 398	-8,4%
liquidations judiciaires	sept	63	59	-6,3%
redressements judiciaires	sept	46	36	-21,7%
personnes morales en interdiction bancaire	oct	879	922	4,9%
ventes de ciment (tonnes)	mai	43 710	44 943	2,8%
dont ciment local (tonnes)	mai	43 707	43 121	-1,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin	16 623	18 895	13,7%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept	5 900	4 814	-18,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	oct	3 084	2 568	-16,7%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	juin	91 407	92 066	0,7%
dont secteur privé	juin	65 579	66 032	0,7%
dont secteur public	juin	25 828	26 033	0,8%
demandes d'emploi de fin de mois	sept	7 049	7 221	2,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	sept	7 295	7 272	-0,3%
chômeurs indemnisés	sept	2 430	2 388	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	sept	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	oct	6 910	6 850	-0,9%
décisions retraits cartes bancaires	oct	2 592	2 095	-19,2%
incidents paiements sur chèques	oct	24 420	21 405	-12,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	oct	5 339	5 126	-4,0%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	sept	11 366	11 513	1,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	16 241	18 232	12,3%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 428	8 311	-1,4%
<b>Echanges</b>				
nombre de touristes	juil	53 319	60 625	13,7%
nombre de croisiéristes	juin	208 300	209 202	0,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1 <sup>er</sup> janvier des hôtels de Nouméa *	déc	56,6%	58,6%	1,9 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	oct	7,74	5,63	-27,4%
cours du nickel au LME en \$/lb	oct	7,15	4,69	-34,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	sept	3 638	3 442	-5,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	sept	15 999	16 183	1,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	sept	58 279	69 576	19,4%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	sept	81 547	77 030	-5,5%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	sept	844	638	-24,4%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	sept	1 259	1 010	-19,8%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	sept	98 805	94 223	-4,6%
part de ces produits dans le total des exportations	sept	93,3%	90,2%	-3,1 pts
total des importations (M FCFP)	sept	216 094	218 322	1,0%
total des exportations (M FCFP)	sept	105 847	104 407	-1,4%
taux de couverture	sept	48,98%	47,82%	-1,2 pt
recettes douanières (M FCFP)	sept	35 719	36 919	3,4%
<b>Indicateurs financiers (M de FCFP)</b>				
Dépôts à vue	oct	302 543	331 337	9,5%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	oct	318 642	349 917	9,8%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	oct	432 966	465 890	7,6%
Dépôts à terme	oct	170 928	174 432	2,0%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	oct	603 894	640 322	6,0%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	oct	4 060	4 863	19,8%
coût du crédit aux entreprises- court terme	sept	3,88%	3,14%	-0,7 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	sept	3,97%	3,66%	-0,3 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	sept	3,47%	3,08%	-0,4 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	sept	6,60%	6,18%	-0,4 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	juin	966 932	1 032 310	6,8%
<b>Ménages</b>	juin	409 744	421 967	3,0%
dont crédits à la consommation	juin	73 290	72 557	-1,0%
dont crédits à l'habitat	juin	330 988	343 803	3,9%
<b>Entreprises</b>	juin	437 141	463 311	6,0%
dont crédits d'exploitation	juin	74 670	76 984	3,1%
dont crédits d'investissement	juin	229 676	242 526	5,6%
dont crédits à la construction	juin	117 822	131 082	11,3%
<b>Collectivités locales</b>	juin	76 941	99 182	28,9%
dont d'investissement	juin	75 082	96 684	28,8%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	juin	13 553	18 011	32,9%
créances douteuses brutes	juin	29 553	29 839	1,0%
taux de créances douteuses brutes	juin	3,1%	2,9%	-0,2 pt
ensemble des actifs financiers	juin	710 288	753 721	6,1%
Ménages	juin	382 948	398 349	4,0%
Sociétés	juin	217 966	242 143	11,1%
Autres agents	juin	109 374	113 229	3,5%
dont assurances-vie	juin	109 764	116 257	5,9%

(p) données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

\*2014/2013

## 2- Brèves régionales

---

### Séminaire du Pacific Economy Cooperation Council (PECC)

Organisé pour la première fois en Polynésie française, le séminaire du Pacific Economy Cooperation Council (PECC) s'est déroulé les 19 et 20 octobre sur le thème « l'économie bleue : quel futur dans la gestion des ports et le transport maritime dans la région Asie-Pacifique ? ». À l'heure où de nombreux pays de la zone élaborent leur stratégie économique pour les prochaines années (à l'image de la stratégie 2015-2030 à Wallis-et-Futuna), les enjeux et les menaces sont les mêmes pour l'ensemble des pays insulaires du Pacifique en raison des nouvelles capacités et lignes de transport maritime international. L'ouverture prochaine de nouvelles écluses sur le canal de Panama va notamment profondément modifier le transport dans la zone Asie-Pacifique puisque des navires de taille supérieure à 5 000 EVP (équivalent vingt pieds) assureront une part significative du marché alors que les infrastructures ne sont pas toujours aptes à accueillir ces bateaux. Il est donc important pour les pays concernés d'anticiper ces évolutions mais également de rechercher et développer les opportunités qui pourraient se présenter.

### L'Australie et la Nouvelle-Zélande souhaitent renforcer le libre-échange avec les îles du Pacifique

Les ministres océaniques du commerce se sont réunis les 29 et 30 octobre à Rarotonga, aux îles Cook, pour discuter d'un possible élargissement des accords de libre-échange dans la zone, notamment en intégrant les deux grands pays voisins, à savoir l'Australie et la Nouvelle-Zélande. À l'issue de cette réunion ministérielle, les négociations en vue d'aboutir à cet accord, nommé « PACER plus », sont désormais bien avancées. Les ministres des 14 États membres du Forum des îles du Pacifique (FIP) ont déclaré qu'ils allaient encore intensifier leurs efforts pour conclure ce traité. Des accords similaires ont déjà été mis en place ces dix dernières années mais ils ne concernent que les 14 pays insulaires du FIP et non l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Afin de parvenir à un accord rapide, l'Australie a annoncé une augmentation de son aide aux frais de fonctionnement d'un bureau de promotion des investissements et du commerce dans le Pacifique, situé à Sydney, le tout à hauteur de 116 millions de F CFP. Cet accord pourrait permettre aux produits fabriqués dans les pays insulaires de bénéficier d'une meilleure visibilité sur les marchés internationaux.

### Projet d'amélioration des statistiques sur l'agriculture et la pêche dans les pays du Pacifique

Du 5 au 9 octobre 2015, des statisticiens et décideurs politiques de 13 pays du Pacifique étaient réunis à Nadi (Fidji) pour évaluer comment pourrait être améliorée la collecte et l'utilisation des statistiques sur l'agriculture et la pêche dans la région Pacifique. Dans cette région où 73 % de la population vit dans des zones rurales, une très large partie est tributaire de la pêche et de l'agriculture pour survivre. L'exposition croissante aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles rend particulièrement vulnérables ces populations à long terme. Des données plus précises, prenant en compte ces spécificités, pourraient permettre d'orienter les politiques pour améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie de ces populations. Le séminaire a donc permis aux différents spécialistes d'échanger sur la question et aux représentants politiques d'affirmer leur souhait de renforcer la coopération en la matière entre les États de la région. La mise en place d'un plan régional pour centraliser ces statistiques a notamment été évoquée. Le défi reste cependant important au regard du caractère largement informel du secteur primaire.

### Premiers résultats du recensement 2014 de la population de Nouvelle-Calédonie

Les premières données du recensement de la population de Nouvelle-Calédonie en 2014 ont été publiées par l'Institut de la Statistique et des Études Économiques (ISEE). Avec une population estimée à 268 800 habitants en août 2014, le caillou compte 23 200 habitants de plus qu'en 2009, date du dernier recensement, soit une progression de 9 %. La population d'origine Wallisienne et Futunienne augmente de 5 % par rapport à 2009. Lors du recensement 2014, 22 000 personnes se sont déclarées originaires de l'archipel, une communauté à laquelle il faut ajouter 5 000 autres Wallisiens et Futuniens métissés. Au total donc, 27 000 habitants de Nouvelle-Calédonie, soit 10 % de la population totale, ont des origines de Wallis-et-Futuna. Cette proportion évolue peu puisqu'en 1989 déjà, 9 % des Néo-Calédoniens étaient originaires des îles sœurs. Autre information importante publiée par l'ISEE lors du recensement 2014, seulement 2,7 % des habitants de Nouvelle-Calédonie sont nés à Wallis-et-Futuna.

## 3 – Brèves locales

### Légalisation des loteries traditionnelles à Wallis-et-Futuna

Suite à la promulgation de la loi d'actualisation du droit des outre-mer le 14 octobre dernier, les loteries traditionnelles sont désormais autorisées à Wallis-et-Futuna, à condition qu'elles soient organisées pour financer une opération sociale, culturelle, scientifique, éducative, sportive ou d'animation sociale. Les mises individuelles ne doivent pas dépasser 2 400 F CFP. Le cadre réglementaire de l'organisation des loteries doit être défini prochainement.

### Les casinos embarqués désormais autorisés à bord des navires de croisière immatriculés au Registre des immatriculations de Mata'Utu

Cette même loi d'actualisation du droit des Outre-mer permet au ministère de l'Intérieur de donner son approbation pour l'installation de casinos à bord des navires de croisière immatriculés au Registre des immatriculations de Mata'Utu. Cette modification de la réglementation est susceptible d'engendrer une augmentation de l'attractivité du Registre de Wallis-et-Futuna, qui ne compte actuellement que huit bateaux. Pour mémoire, le port d'immatriculation de Mata'Utu est, après le Registre International Français (RIF) à Marseille, le second registre de navires battant pavillon français et armés au commerce international. Les navires immatriculés à Mata'Utu bénéficient du régime douanier et fiscal local du Territoire. Concernant les taxes à acquitter par les armateurs, les redevances d'immatriculation sont fixées entre 1,8 et 54,5 millions de F CFP selon le tonnage et le droit annuel de francisation et de navigation s'élève à 5 % de la taxe d'immatriculation.

### Installation des premières antennes du réseau de téléphonie mobile à Futuna

L'installation du réseau de téléphonie avance à Futuna. Au cours du mois d'octobre, deux conteneurs de matériel ont été réceptionnés par l'île sœur. Des agents du Service des postes et télécommunications et des techniciens originaires de Nouvelle-Calédonie se sont déplacés sur l'île en fin de mois pour commencer l'installation des premières antennes, à proximité de Leava, et pour le montage des équipements centraux dans les locaux du service. Le matériel importé au cours du mois d'octobre dans le cadre de l'installation de la téléphonie mobile atteint une valeur globale de 283,1 millions de F CFP. Parmi les équipements réceptionnés, il est à noter la présence d'une station de base d'une valeur de 276,7 millions de F CFP. À elle seule, elle représente près du tiers de la valeur totale des importations du mois d'octobre, qui a atteint 850,1 millions de F CFP.

### Visite du Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna, et du Président de l'Assemblée Territoriale aux Samoa

Une délégation composée du Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna, et du Président de l'Assemblée Territoriale s'est rendue à Apia, capitale des Samoa, le 3 novembre dernier pour rencontrer les autorités locales et confirmer la volonté de participation de Wallis-et-Futuna au projet de câble sous-marin reliant Samoa aux îles Fidji. Cette visite fait suite à un courrier de demande de partenariat adressé au gouvernement des Samoa, cosigné par le Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna, le Président de l'Assemblée Territoriale et le Ministre des Outre-mer. Plusieurs élus du Territoire, accompagnés par le ministère des Outre-mer, se rendront à Bruxelles à la fin du mois de novembre pour présenter et défendre ce dossier devant la Commission Européenne puisque le projet pourrait être financé dans le cadre du XI<sup>e</sup> Fonds Européen de Développement (FED). La connexion au câble sous-marin en fibre optique permettrait au Territoire de profiter d'une connexion Internet à très haut débit. Actuellement, la meilleure connexion commercialisée, d'un débit de 1 Mo en envoi et réception de type ADSL, coûte 130 000 F CFP par mois.

### Publications

L'IEOM vient de publier l'Observatoire des tarifs bancaires en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2015 dans les COM du Pacifique. Ce rapport est téléchargeable sur notre site Internet :

<http://www.ieom.fr/ieom/publications/observatoire-des-tarifs-bancaires/octobre-2015.html>

### Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

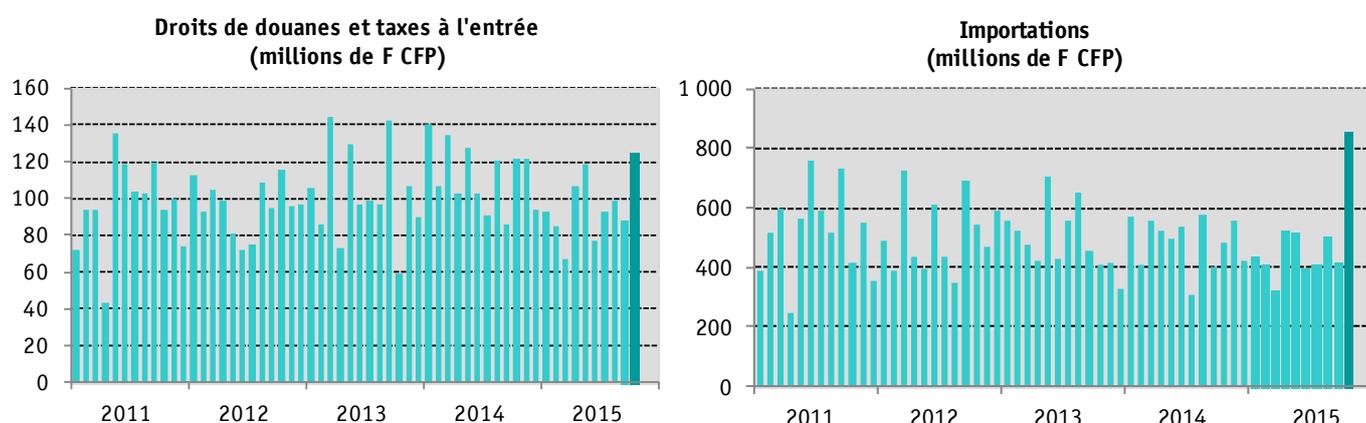
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>		3T 15	117,73	-	1,8%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>		oct-15	90 000	-	0,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>		mars-15	2 077	-	0,8%
<b>Échanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	oct-15	850	103,7%	75,7%
	cumulées	oct-15	4 778	-	-1,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	oct-15	124	42,2%	2,4%
	cumulés	oct-15	950	-	-16,0%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	oct-15	44	24,0%	-3,1%
	cumulées	oct-15	376	-	-4,2%

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>					
<b>Énergie</b>					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	sept-15	1 476	2,9%	-8,2%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuel	oct-15	627	0,9%	-3,6%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuel	oct-15	139	-2,0%	-11,6%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	août-15	2 692	17,2%	4,9%
	cumulé	août-15	19 016	-	12,8%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	août-15	1 408	40,8%	7,2%
	cumulé	août-15	9 419	-	11,8%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	oct-15	4	100,0%	100,0%
	cumulées	oct-15	27	-	-6,9%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	oct-15	21	50,0%	50,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEPP, Aviation civile

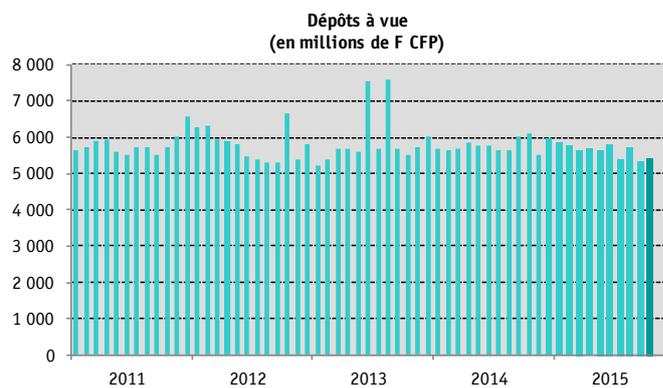
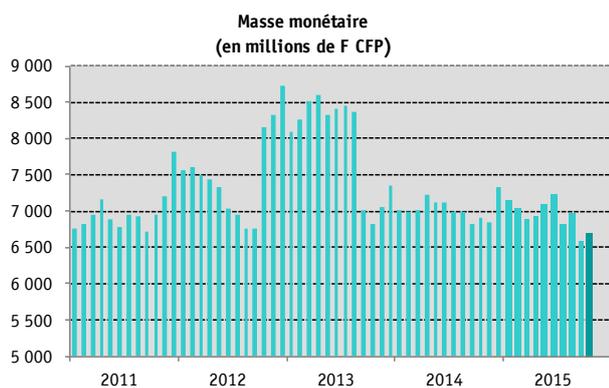


## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

La masse monétaire progresse en octobre

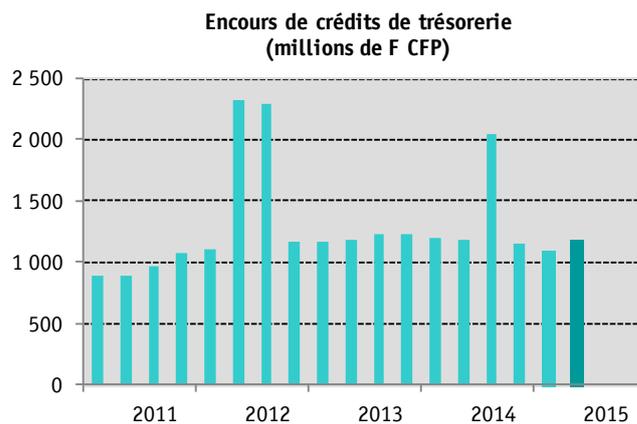
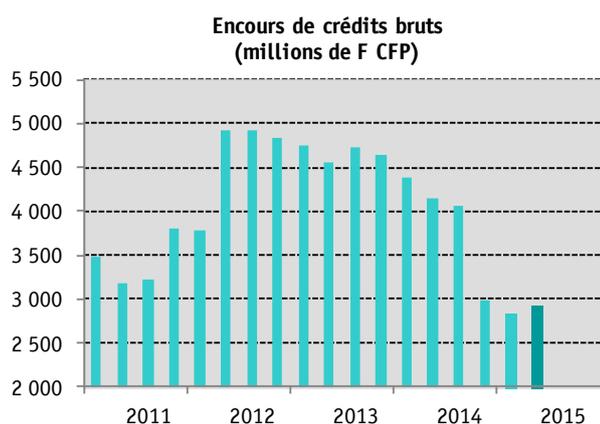
en millions de F CFP	oct-14	sept-15	oct-15	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 063	2 067	2 041	-1,2%	-1,1%
Dépôts à vue	4 041	3 289	3 402	3,4%	-15,8%
<b>Total M1</b>	<b>6 104</b>	<b>5 357</b>	<b>5 443</b>	<b>1,6%</b>	<b>-10,8%</b>
M2-M1	505	430	430	0,1%	-14,8%
<b>Total M3</b>	<b>6 899</b>	<b>6 596</b>	<b>6 683</b>	<b>1,3%</b>	<b>-3,1%</b>



### Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

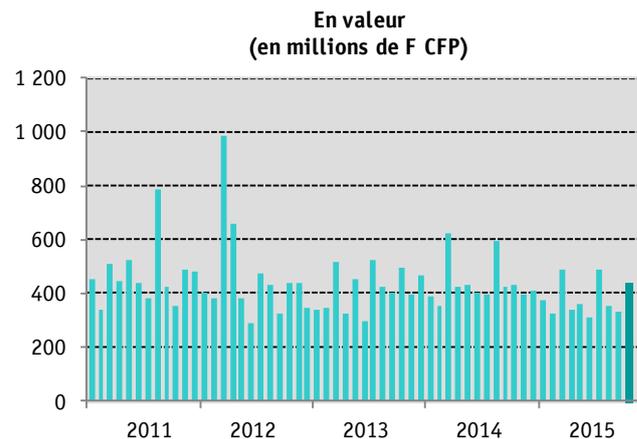
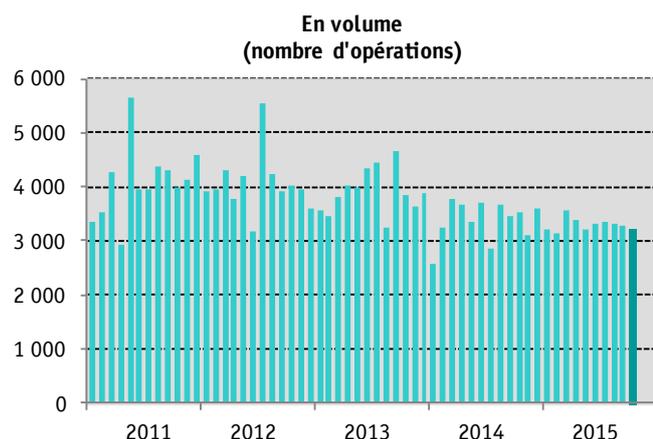
en millions de F CFP	juin-13	juin-14	juin-15	▲ / an
Crédits de trésorerie	1 188	1 178	1 187	0,7%
Crédits à l'équipement	2 161	1 975	965	-51,1%
Crédits à l'habitat	447	348	198	-43,3%
Autres crédits	283	201	161	-19,6%
Total encours sain	4 079	3 702	2 511	-32,2%
Créances douteuses brutes	473	447	413	-7,8%
<b>Total encours brut</b>	<b>4 552</b>	<b>4 149</b>	<b>2 923</b>	<b>-29,5%</b>



### Compensation

Diminution en nombre des opérations de compensation mais augmentation en valeur

	oct-14	sept-15	oct-15	cumul 2015	▲ / mois	▲ / an
Compensation (en nbre)	3 540	3 262	3 216	32 945	-1,4%	-9,2%
Compensation (en millions de CFP)	433	329	438	3 809	33,1%	1,2%



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents de paiement par chèque en octobre

en nombre	oct-14	sept-15	oct-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	79	90	54	565	-40,0%	-31,6%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	0	-	-

Interdits bancaires

Stabilité du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	oct-14	sept-15	oct-15	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>348</b>	<b>295</b>	<b>296</b>	<b>0,3%</b>	<b>-14,9%</b>
- dont personnes physiques	333	281	282	0,4%	-15,3%
- dont personnes morales	15	14	14	0,0%	-6,7%

Cotation

Stabilité du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM sur l'année

en nombre	oct-14	sept-15	oct-15	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>48</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>0,0%</b>	<b>2,1%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	16	16	0,0%	0,0%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
<b><u>Indicateurs économiques</u></b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	3T	115,60	117,73	1,8%
<b>Entreprises</b>				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	octobre	15	14	-6,7%
importations de biens d'équipement (M XPF)	octobre	720	898	24,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	octobre	76	93	23,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	octobre	66	78	18,2%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	mars	2 060	2 077	0,8%
dont secteur privé	mars	809	813	0,5%
dont secteur public	mars	1 251	1 264	1,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	octobre	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	octobre	333	282	-15,3%
décision retrait cartes bancaires (nb)	octobre	13	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	octobre	864	565	-34,6%
importations de produits alimentaires (M XPF)	octobre	1 272	1 293	1,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	octobre	741	718	-3,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	octobre	227	267	17,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	octobre	76	70	-7,9%
<b>Échanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	octobre	4 863	4 778	-1,7%
exportations	octobre	-	-	-
recettes douanières	octobre	1 556	1 338	-14,0%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	octobre	1 132	950	-16,0%
dont taxes intérieures de consommation	octobre	392	376	-4,2%
<b><u>Indicateurs financiers</u></b>				
<b>La masse monétaire en millions de XPF</b>				
Dépôts à vue	octobre	4 041	3 402	-15,8%
M1	octobre	6 104	5 443	-10,8%
M2	octobre	6 609	5 873	-11,1%
Dépôts à terme	octobre	290	810	179,7%
<b>M3</b>	octobre	<b>6 899</b>	<b>6 683</b>	<b>-3,1%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>				
Ménages	juin	1 431	1 352	-5,5%
dont crédits à la consommation	juin	1 194	1 198	0,3%
dont crédits à l'habitat	juin	237	154	-34,8%
Entreprises	juin	2 055	878	-57,3%
dont crédits d'exploitation	juin	9	36	317,3%
dont crédits d'investissement	juin	1 789	695	-61,2%
Collectivités locales	juin	186	271	45,6%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	31	10	-66,8%
créances douteuses brutes	juin	447	413	-7,8%
taux de créances douteuses	juin	10,8%	14,1%	3,3 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>				
Ménages	juin	3 134	3 003	-4,2%
dont assurances-vie	juin	1 070	1 163	8,6%
Sociétés	juin	1 603	1 950	21,6%
Autres agents	juin	2 263	2 235	-1,2%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

## 2 – Brèves économiques locales

---

### Finances publiques : Orientations budgétaires pour 2016

Dans son discours du 29 octobre, le Président du Pays Édouard Fritch a présenté les grandes orientations budgétaires pour 2016, parmi lesquelles la maîtrise budgétaire, le maintien de la pause fiscale et un soutien accru au domaine du logement. Ces orientations budgétaires seront prochainement soumises à l'examen de l'Assemblée de la Polynésie française. Par ailleurs, Standard & Poor's a confirmé la note de référence à long terme BB+ attribuée à la Polynésie française. L'agence de notation considère le cadre institutionnel polynésien « évolutif mais équilibré », l'endettement « modéré » et la flexibilité budgétaire « moyenne ».

### Ressources minières : Compétences du Pays en matière d'exploration et d'exploitation des terres rares

En réponse aux interrogations des élus du Pays, la Ministre des Outre-mer, Georges Pau Langevin, précise la répartition des compétences entre l'État et le Pays concernant l'exploration et l'exploitation des ressources minières subaquatiques : l'État a compétence sur les « matières premières stratégiques [...] à l'exception des hydrocarbures liquides et gazeux », en particulier les minerais utiles à l'énergie atomique. Par opposition, les terres rares et les nodules polymétalliques relèvent donc de la compétence de la Polynésie française. La Ministre précise que pour ces ressources, « l'État reste prêt à accompagner le Pays dans les différentes étapes à franchir avant la mise en place d'une filière industrielle viable ».

### Transition énergétique : Un plan à l'horizon 2030

Un plan de transition énergétique de la Polynésie française à horizon 2030, qui met l'accent sur l'utilisation des énergies renouvelables et la sensibilisation aux économies d'énergie, a été présenté en novembre par le vice-président et ministre des énergies Nuihau Laurey. Parmi les quarante-cinq mesures présentées, certaines proposent la restructuration du secteur de l'électricité, notamment en positionnant la société d'économie mixte TEP en tant qu'« acteur central et neutre de la régulation électrique ». Une convention entre la Polynésie française et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) dotée de 1,5 milliard de F CFP pour les cinq prochaines années permettra d'accompagner cette transition en finançant des études de faisabilité, de la formation, de la sensibilisation et un soutien technique aux projets d'investissements.

### PME : Le Ministère des Outre-mer reçoit les antennes polynésiennes et calédoniennes de la CGPME

La quatrième rencontre économique du Pacifique Sud s'est tenue lundi 23 novembre au Ministère des Outre-mer à Paris, réunissant des membres de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, mais aussi le ministre polynésien de l'Économie, la députée de Polynésie française et le directeur général de la Société de Financement du Développement de la Polynésie française (Sofidep). Les participants ont échangé au sujet de l'arrivée de la Banque publique d'investissements (BPI) en Polynésie française, et d'un projet de prêt à taux bonifié de l'AFD pour développer l'investissement en installation solaire des entreprises.

### Défiscalisation : Prorogation du dispositif en vigueur dans les Collectivités d'Outre-mer

Le dispositif de défiscalisation en vigueur dans les Collectivités d'Outre-mer, qui arrivait à échéance fin 2017, a été prorogé jusqu'à 2025 par l'Assemblée Nationale. En 2014, treize projets intéressant la Polynésie française et représentant un montant global d'investissement de 5,3 milliards de F CFP ont été soumis à l'agrément du Ministère des Finances à Bercy et transmis pour avis au Haut-commissaire.

### Transport aérien : Suspension de la loi sur les transports interinsulaires

L'application de la loi relative aux transports interinsulaires, adoptée en septembre par l'Assemblée de la Polynésie française, est suspendue : les armateurs ont adressé un recours auprès du Conseil d'État contre cette loi qui leur impose la desserte de certaines îles au titre d'obligation de service public.

### Immobilier : Appel à projet pour deux ensembles immobiliers inexploités à Tahiti et Moorea

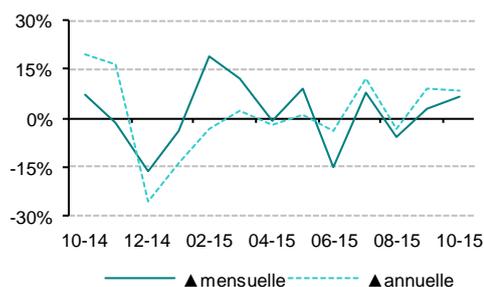
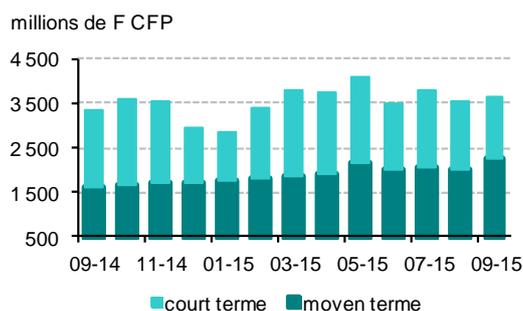
Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD), établissement public chargé de la rénovation et de la mise en valeur du patrimoine immobilier de la Polynésie française, a publié un appel à projets pour l'exploitation ou l'acquisition de deux ensembles immobiliers à Tahiti (ancien hôtel Royal Papeete) et à Moorea (ancien hôtel Cook's Bay) par des investisseurs privés locaux. Ces deux ensembles, rachetés par TNAD en 2009, sont restés inexploités et pourraient nécessiter d'importants travaux de dépollution et de désamiantage.

## 3 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

#### Hausse du refinancement à moyen terme

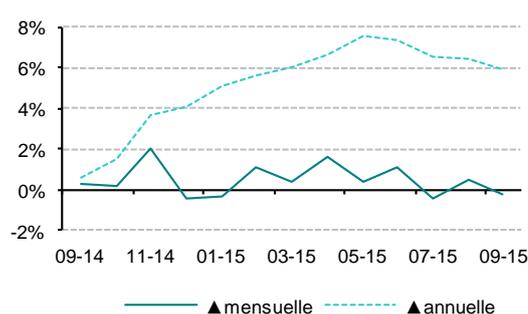
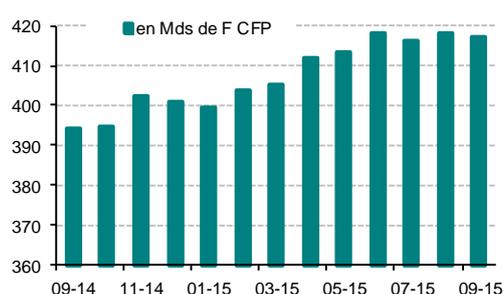
en millions de F CFP	oct-14	sept-15	oct-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 919	1 385	1 605	15,9%	-16,4%
Utilisations à moyen terme	1 656	2 249	2 267	0,8%	36,9%
<b>Refinancement total</b>	<b>3 575</b>	<b>3 634</b>	<b>3 872</b>	<b>6,6%</b>	<b>8,3%</b>



### Masse monétaire

#### Progression de la masse monétaire

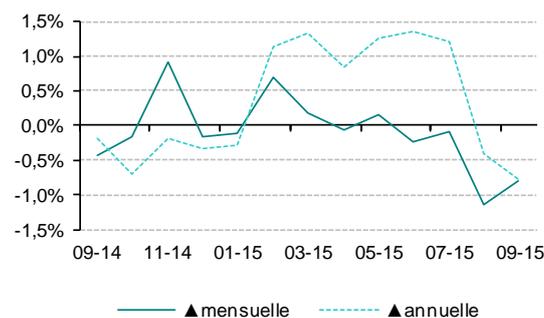
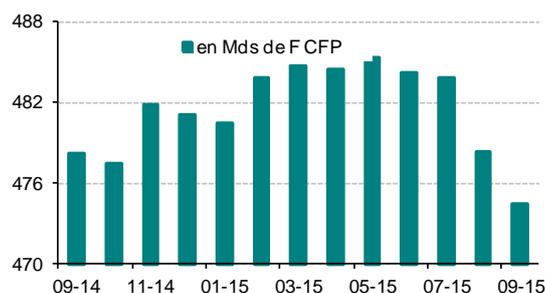
en millions de F CFP	sept-14	août-15	sept-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 011	13 739	13 508	-1,7%	12,5%
Dépôts à vue	152 746	170 381	167 061	-1,9%	9,4%
Comptes sur livrets	98 772	98 655	98 127	-0,5%	-0,7%
Comptes d'épargne logement	395	394	387	-1,8%	-1,9%
Dépôts à terme	122 488	133 693	136 838	2,4%	11,7%
Autres	7 661	1 267	1 240	-2,1%	-83,8%
<b>Total M3</b>	<b>394 073</b>	<b>418 130</b>	<b>417 161</b>	<b>-0,2%</b>	<b>5,9%</b>



### Concours des banques locales à l'économie

#### Repli des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	sept-14	août-15	sept-15	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	111 672	106 280	104 074	-2,1%	-6,8%
Crédits d'équipement	72 423	76 630	76 145	-0,6%	5,1%
Crédits à l'habitat	167 684	170 324	170 689	0,2%	1,8%
Autres crédits	63 936	66 523	65 035	-2,2%	1,7%
Créances douteuses brutes	62 460	58 500	58 537	0,1%	-6,3%
<b>Total Concours de Caractère Bancaire</b>	<b>478 175</b>	<b>478 256</b>	<b>474 480</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-0,8%</b>



## Les indicateurs de référence

	date	m -12	m -1	m	▲/m ois	▲/an
<b>Indicateurs macroéconomiques</b>						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	oct-15	107,8	107,8	107,6	-0,1%	-0,2%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	sept-15	113,9	115,1	115,8	0,5%	1,6%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	sept-15	819	783	808	3,1%	-1,4%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	sept-15	13 588	13 189	13 585	3,0%	0,0%
					<i>(source : ISPF)</i>	
<b>Entreprises</b>						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	sept-15	2 186	2 554	2 324	-9,0%	6,3%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept-15	151	147	73	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept-15	121	117	117	0,0%	-3,3%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct-15	481	460	450	-2,2%	-6,4%
					<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>	
<b>Ménages</b>						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	sept-15	1 860	1 759	2 157	22,6%	16,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	sept-15	2 918	2 701	3 196	18,3%	9,5%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	sept-15	322	206	280	35,9%	-13,0%
Personnes physiques en interdiction bancaire	oct-15	2 739	2 646	2 634	-0,5%	-3,8%
					<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>	
<b>Secteurs</b>						
<b>Agriculture</b>						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	sept-15	393	343	379	10,3%	-3,5%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	sept-15	109	186	149	-19,8%	36,6%
<b>BTP</b>						
Importations de ciment (en M F CFP)	sept-15	51	50	36	-27,2%	-29,7%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	sept-15	134	173	120	-30,7%	-10,3%
<b>Industrie</b>						
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)	sept-15	29	19	22	12,8%	-25,7%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	sept-15	47	52	7	ns	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	sept-15	63	17	42	ns	ns
<b>Tourisme</b>						
Nombre de visiteurs	juil-15	17 656	16 700	18 075	8,2%	2,4%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	sept-15	74,9%	77,0%	77,3%	0,3 pt	+2,5 pts
					<i>(sources : ISPF, CPH)</i>	
<b>Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)</b>						
<b>Dépôts</b>						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	sept-15	58 985	64 181	64 751	0,9%	9,8%
<i>Comptes sur livret</i>	sept-15	92 882	91 913	90 981	-1,0%	-2,0%
<i>Dépôts à terme</i>	sept-15	68 083	71 065	70 764	-0,4%	3,9%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	sept-15	76 932	85 791	82 740	-3,6%	7,5%
<i>Dépôts à terme</i>	sept-15	44 037	49 599	49 830	0,5%	13,2%
<b>Encours bancaires</b>						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	sept-15	71 830	66 704	66 668	-0,1%	-7,2%
<i>Crédits à l'habitat</i>	sept-15	149 661	152 718	153 215	0,3%	2,4%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	sept-15	33 214	33 164	30 949	-6,7%	-6,8%
<i>Crédits d'équipement</i>	sept-15	64 174	67 025	66 270	-1,1%	3,3%
					<i>(source : IEOM)</i>	

## 4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE						
<b>taux d'intérêt en fin de mois</b>						
	30/10/2015	30/09/2015	Var. M-1			
EONIA	-0,1290%	-0,1220%	- 0,007 pt			
EURIBOR 1 mois	-0,1190%	-0,1130%	- 0,006 pt			
EURIBOR 3 mois	-0,0680%	-0,0400%	- 0,028 pt			
EURIBOR 6 mois	0,0060%	0,0290%	- 0,023 pt			
EURIBOR 12 mois	0,1070%	0,1420%	- 0,035 pt			
<b>taux d'intérêt en moyenne mensuelle</b>						
	oct.-15	sept.-15	Var. M-1			
TMO	1,0500%	1,2400%	- 0,190 pt			
TME	0,8500%	1,0400%	- 0,190 pt			
<b>taux des euro-monnaies</b>						
devise	USD		JPY		GBP	
date	30/10/2015	30/09/2015	31/08/2015	30/10/2015	30/09/2015	31/08/2015
taux JJ	0,200%	0,150%	0,245%	nd	nd	nd
3 mois	0,630%	0,540%	0,490%	nd	nd	nd
10 ans emprunts phares	nd	2,070%	2,150%	nd	0,350%	0,380%
				nd	1,770%	1,970%

taux de base bancaire		taux	date d'effet
banques métropolitaines		6,60%	15/10/2001
banques locales			
<b>taux d'intérêt légal deuxième sem. 2015</b>			
créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)		4,29%	24/06/2015
autres cas		0,99%	

**Définitions**  
EONIA: Euro OverNight Index Average  
EURIBOR: EUR InterBank Offered Rate  
TMO : taux moyen des obligations publiques  
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2015)									
<b>Crédits aux particuliers</b>	<b>Seuils de l'usure</b>			<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>			<b>Seuils de l'usure</b>		
<b>Prêts immobiliers</b>				Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament			<b>7,36%</b>		
Prêts à taux fixe	<b>3,92%</b>			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable			<b>2,81%</b>		
Prêts à taux variable	<b>3,63%</b>			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe			<b>3,36%</b>		
Prêts-relais	<b>4,19%</b>			Découverts en compte			<b>13,36%</b>		
<b>Autres prêts</b>				Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans			<b>2,51%</b>		
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	<b>19,97%</b>			<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>			<b>Seuils de l'usure</b>		
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	<b>13,45%</b>			Découverts en compte			<b>13,36%</b>		
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	<b>7,84%</b>								

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	108,3160	1 NZD/XPF	72,9011	1 HKD/XPF	13,9762	1 GBP/XPF	166,1539	
100 JPY/XPF	89,8041	1 AUD/XPF	76,7703	1 SGD/XPF	77,2624	100 VUV/XPF	99,8818	1 FJD/XPF	51,4228